

6/05/09

Communiqué d'Elisabeth Guigou
Députée de Seine-Saint-Denis

J'ai été indignée des propos réitérés par Madame Rachida Dati aujourd'hui à l'occasion des questions au gouvernement sur la question des prisons. Madame Dati a réaffirmé que « *sous les gouvernements socialistes, aucun programme de construction de prison n'avait été entrepris* ».

C'est un mensonge. Une fois de plus, Madame Dati, à court d'arguments, masque son mauvais bilan et l'énième report de loi pénitentiaire, en accusant avec arrogance la gauche de n'avoir rien fait. Je tiens à rappeler à Madame Dati qu'en 1998, sous le gouvernement Jospin, nous avons relancé un programme de construction de six nouveaux établissements : Avignon-le-Pontet, Toulon-la-Farlède, Meaux-Chauconin, Lille-Sequedin, Toulouse-Seysse, Liancourt. Un projet de réhabilitation des grandes maisons d'arrêt avait également été mis en place : Fleury-Mérogis, la Santé, Fresnes, les Baumettes, Lyon, Gradignan, qui prévoyait le cloisonnement des sanitaires et des douches dans les cellules. Il faut au minimum cinq ans pour construire une prison. C'est pourquoi les prisons construites entre 1998 et 2002 ont été inaugurées à partir de 2003 par nos successeurs.

Madame Dati a aussi affirmé que la surpopulation pénale a toujours existé depuis 1983. C'est faux, la population carcérale a diminué sous le gouvernement Jospin, en passant de 55 284 détenus en 1997 à 47 682 en 2001, pour 50 000 places disponibles. Cette diminution du nombre de détenus (moins 7600) provient de la diminution des détentions provisoires grâce à la nouvelle politique pénale que nous avons mise en place et qui voulait que la détention provisoire reste l'exception. Nous avons inscrit ce principe dans la loi du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence.

Si ce principe avait été respecté, nous n'aurions pas eu le drame d'Outreau où 14 innocents ont subi plusieurs années de détention provisoire ! Les politiques pénales et pénitentiaires menées entre 1997 et mi 2002 ont malheureusement été abandonnées ensuite. Résultat : le nombre de prévenus est remonté en flèche. Les gouvernements de droite ont préféré mener des politiques qui considèrent que la prison est la seule solution, conduisant à une surpopulation carcérale insupportable. Il y a, au 1er avril 2009, 63 351 détenus pour 52 535 places disponibles.

Face à la crise des prisons, une autre politique pénitentiaire, dotée de véritables moyens humains et matériels, est urgente. Les surveillants passent aujourd'hui leur temps à tourner des clés et à contenir l'agressivité des détenus exacerbée par la surpopulation. Les surveillants doivent avoir les moyens de remplir leur mission de sécurité et de réinsertion dans de bonnes conditions, et ce, notamment, pour lutter contre la récidive.